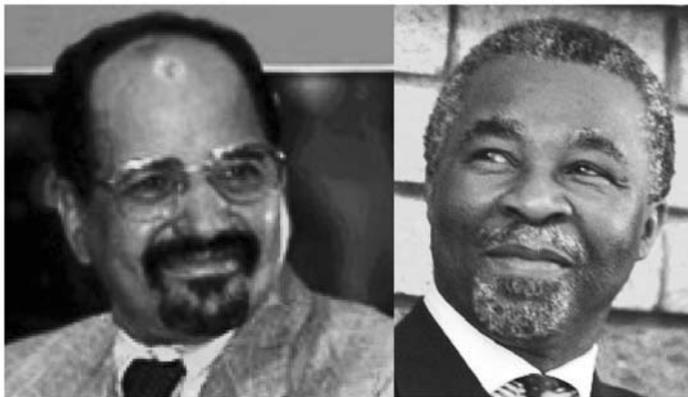


NOUVELLES SAHRAOUIES

PROMESSE TENUE



Mohamed Abdelaziz

Thabo Mbeki

L'AFRIQUE DU SUD A RECONNU LA RASD

NOUVELLES BREVES

11.09.2004

Rappel des principes fondamentaux

A la veille de la visite du Représentant spécial de l'ONU, M. Alvaro de Soto, le président sahraoui a rappelé que :

- la question du Sahara Occidental est un problème de décolonisation,
- le Front Polisario veut poursuivre sa coopération avec l'ONU mais regrette le départ de Baker,
- le Maroc est responsable des blocages,
- la mission de M. Alvaro de Soto « ne peut sortir du cadre défini par les résolutions 1495 et 1541 du Conseil de sécurité qui appellent à la mise en application du Plan de paix de M. Baker, en tant que solution politique optimale du conflit du Sahara Occidental »,
- le Front Polisario rejette « toute tentative visant à sortir le problème du Sahara Occidental de son cadre de décolonisation ».

A l'issue de la rencontre avec le Représentant spécial de l'ONU, le Premier ministre sahraoui a déclaré que « toute tentative visant à passer outre la droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance est vouée à l'échec ». Il a averti que le plan Baker « ne peut être ni remodelé, ni réajusté » et que c'est « un tout à prendre ou à laisser comme l'a défini son auteur et comme le Front Polisario l'a accepté ».

Alvaro de Soto, pour sa part, a précisé que « le Secrétaire général m'a demandé de continuer à travailler avec les parties et les pays voisins à la recherche d'une solution politique juste, durable et acceptable par les parties », une solution « qui donne l'autodétermination au peuple du Sahara Occidental suivant des modalités compatibles avec la Charte de l'ONU ».

25.09

Manifestations à Assa

3000 personnes ont manifesté dans les rues d'Assa (sud Maroc) pendant plusieurs heures à l'occasion du 12^e anniversaire de l'intifada de 1992, qui avait été réprimée dans le sang. Les manifestants scandaient des slogans hostiles à l'occupation du Sahara Occidental et en faveur du Front Polisario et de l'indépendance du Sahara Occidental. Toute la ville était quadrillée par un important dispositif policier.

Deux autres manifestations indépendantes avaient déjà eu lieu les 7 et 14 septembre dans cette ville peuplée principalement de Sahraouis.

27.09

Ainsi va la vie... à Smara

Ahmed Naceri continue de subir menaces et tracasseries de la part des autorités marocaines. Début septembre, le gouverneur de Smara le somme de cesser toute activité en faveur des droits de l'homme, faute de quoi il doit s'attendre au pire. Il exige de lui une lettre « d'imploration de pitié » pour retrouver emploi et salaire dans l'administration. Auparavant déjà, plusieurs émissaires des autorités avaient signifié à Naceri qu'il devait se taire s'il voulait éviter des représailles.

22.09

Position de l'Espagne

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Moratinos, s'est réuni en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies avec son homologue sahraoui Ould Salek, accompagné de l'ambassadeur sahraoui à Washington Mouloud Said et du représentant auprès de l'ONU Ahmed Boukhari. Moratinos, dans une déclaration à la presse, a confirmé l'appui de son gouvernement au plan Baker, soulignant cependant que « l'Espagne a toujours parlé

d'ajustement au plan Baker». Il a déclaré que la délégation sahraouie «avait fait preuve d'une énorme suspicion et d'une grande préoccupation» sur le rôle du gouvernement espagnol, mais que «la confiance a été rétablie». Le ministre sahraoui a qualifié la réunion de «très positive, très intéressante, et très utile», ajoutant que «les Sahraouis peuvent avoir des aspirations légitimes, mais ils doivent comprendre que, comme représentants politiques espagnols, nous devons faire quelque chose.»

Moratinos a déclaré le lendemain qu'il consultait toutes les parties sur le conflit du Sahara Occidental en précisant qu'il s'était entretenu avec le roi du Maroc, le secrétaire d'Etat adjoint américain William Burns, le président algérien et les ministres des Affaires étrangères marocain, algérien, tunisien et mauritanien. Il a précisé qu'il continuait ses efforts pour convaincre Paris,

solidaire de la position marocaine, de faire un pas en direction de Madrid, proche du Front Polisario.

07.10

Mesures de confiance

Mhamed Khadad, coordinateur avec la MINURSO et Senia Ahmed, représentante du Front Polisario en Suisse, ont eu une réunion de travail au siège du HCR à Genève. La séance a été consacrée à la question des mesures de confiance et notamment l'évaluation du programme d'échange de visites des six derniers mois et les perspectives de sa reprise. Les responsables du HCR se sont félicités de la coopération du Front Polisario dans le cadre de la mise en application de toutes les mesures de confiance proposées (téléphone, courrier et échange de visites) et ont informé la délégation sahraouie de la prochaine reprise des visites (le 5 novembre) jusqu'à la fin 2004 en attendant l'adoption d'un nouveau programme pour 2005.



18 – 20.10.04:

Camps de réfugiés sahraouis

Conférence sur les droits de l'homme, de la femme et de l'enfance, en particulier dans les camps de réfugiés, organisée par l'Union nationale des femmes sahraouies. Elle a réuni quelques dizaines de femmes des différentes wilaya auxquelles s'est jointe une importante délégation de femmes socialistes suédoises, venues « pour échanger des idées avec leurs sœurs sahraouies et pour manifester leur soutien et leur solidarité ». La conférence a été l'occasion de débats sur les droits humains, plus spécialement concernant les femmes et les enfants dans des circonstances de guerre, la violence contre les femmes et les dangers du mur militaire marocain, qui constitue une violation physique permanente des droits humains.

24.10

Suisse

Une délégation sahraouie comprenant Mohamed Sidati, ministre sahraoui délégué pour l'Europe et Senia Ahmed, représentante du Front Polisario en Suisse, participe au congrès ordinaire du parti socialiste suisse qui adopte une résolution sur le Sahara Occidental.

18.10.04:

ONU, Quatrième commission (Décolo-nisation) de l'AG: résolution adoptée par vote.

La quatrième commission de l'Assemblée générale adopte le projet de résolution présenté par l'Algérie et cosignataires, par 52 voix pour, 89 abstentions et de nombreux absents. C'est la première fois qu'un vote a été nécessaire dans cette commission. Cette résolution, pratiquement identique à celle adoptée l'année passée par l'AG en décembre 2003, A/58/109, soutient le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et le plan Baker II comme solution optimale pour la décolonisation du Sahara Occidental. Elle ne mentionne plus l'Envoyé personnel,

signifiant par là le refus d'élargir le mandat du nouveau représentant spécial Alvaro de Soto et de modifier le plan dans le sens voulu par le Maroc, soutenu par la France et l'Espagne, c'est-à-dire remplaçant le référendum par une autonomie au sein du Maroc. Elle a été rageusement combattue par le Maroc, mais aucun pays, même ses plus fidèles alliés, n'a voté contre. Personne n'a osé mettre en question la nature coloniale du problème. L'abstention, mise à part celle du Maroc et de quelques-uns de ses plus proches soutiens (Gabon, Sénégal, etc), a été motivée par l'incapacité d'obtenir le consensus, mais ne signifie pas une mise en question du soutien à l'autodétermination.

24-31.10

Tamek réprimé puis victorieux

L'ancien prisonnier politique sahraoui désire se rendre à l'étranger pour des soins médicaux, sa santé ayant été gravement atteinte par ses emprisonnements et grèves de la faim. Après trois demandes de passeport, il lance un appel à l'aide et annonce un sit-in devant le pachalik d'Assa. Des lettres sont envoyées aux autorités marocaines, les prisonniers politiques sahraouis entament une grève de la faim. Un comité de soutien, initié par une dizaine de défenseurs sahraouis des droits humains, se constitue et demande aux autorités marocaines de lever cette entrave à la liberté de mouvement.

Sit-in le 25.10 et manifestation à Assa
Suivant l'appel de Tamek, la population sahraouie d'Assa rejoint, par plusieurs marches pacifiques à travers la ville, le sit-in de Tamek devant le pachalik, où divers orateurs se solidarisent avec ses revendications.

Victoire le 31.10: les amis de Tamek annoncent qu'il a reçu son passeport et remercient tous/toutes ceux/celles qui ont soutenu l'action « Passeport pour Tamek ».

Dans un communiqué le Collectif des Défenseurs des Droits de l'Homme Sahraouis «territoire du Sahara Occidental sous contrôle marocain», salue tous les acteurs de cette victoire et lance un appel au soutien des défenseurs des droits humains au Sahara Occidental, demandant en particulier l'annulation des décisions de licenciements, de déportations, d'interdictions de voyage qu'ils ont subies ainsi que la restitution de tous les passeports confisqués par les autorités marocaines.

02.11

Interview marocaine d'Abdelaziz

(voir aussi page 6)

Mohamed Abdelaziz accorde une interview à l'hebdomadaire marocain El Bidaoui qui reproduit 4 des 7 questions-réponses formulées. Interrogé sur les négociations bilatérales maroco-sahraouies qui ont eu lieu plus ou moins récemment, le président de la RASD a exprimé sa déception face aux reniements par le Maroc des accords difficilement obtenus et face à ses dérobades. La dernière étant une ultime tentative de médiation de l'Afrique du Sud, il y a quelques semaines, à laquelle le Maroc s'est soustrait en dernière minute.

Abdelaziz profite de cette tribune pour lancer «un appel à l'avant-garde marocaine, ses hommes de culture et ceux qui sont éclairés, pour s'abstenir de véhiculer au peuple marocain des contre-vérités et des mensonges». Ajoutant qu'il «est grand temps de reconnaître cette réalité sahraouie séculaire et d'en finir avec le mensonge et la propagande dont est victime le peuple marocain depuis le début du conflit, en présentant l'Etat sahraoui comme étant nuisible aux intérêts nationaux du Maroc et de son peuple. Nous fustigeons ces assertions et affirmons tout le contraire, et nous réaffirmons à nos frères marocains que notre projet dans l'Etat sahraoui est

basé sur une vision globale qui garantit les intérêts de tous, un Etat capable de participer positivement dans la complémentarité, la démocratie et le développement de la région.»

13.11.

Ainsi va la vie... à El Ayoun...

Des femmes sahraouies organisent un sit-in durent quatre heures devant le siège de la daïra N°6 pour dénoncer leur «marginalisation par les autorités marocaines». Elles réclament leur «droit au logement». La manifestation a été dispersée par les forces de sécurité marocaines, conduite par le pacha et le chef de la police qui a sauvagement détruit des banderoles et arrêté le directeur du journal «Ouad Noun» qui photographiait la manifestation.

19.11

... et à Assa

Le 19 novembre, environ 90 Sahraouis prennent part à un sit-in dans des tentes traditionnelles dressées devant le siège du pachalik. Ils exigent le respect des accords passés, demandent du travail et des solutions à leurs problèmes, pas seulement des mesures policières. Des actions de solidarité ont lieu à Smara, Tantan et Aouinet Torkoz. Une grande marche de soutien aux étudiants et chômeurs a lieu dans la soirée du 19 ainsi que le lendemain. Elle réunit 1'500 personnes. Des forces de l'ordre supplémentaires ainsi que des militaires sont amenés de Tiznit et Bouizakar. Sept personnes menacent d'entamer une grève de la faim.



NOUVEAU DEPART

Fin octobre, l'ONU a encore une fois prolongé de six mois le mandat de la MINURSO, dans l'espoir d'arriver à un consensus des deux parties sur le Plan de paix de James Baker. Ce projet négocié durant des années représente un compromis accepté par le Polisario qui doit permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination. Le vote n'aurait lieu qu'après une période d'autonomie de 4 à 5 ans avec un corps électoral élargi, concession majeure du Front Polisario. Mais le Maroc refuse toute idée de référendum, sans faire aucune proposition concrète pour sortir de l'impasse.

Sur le plan diplomatique les Sahraouis ont reçu un sérieux coup de pouce par la reconnaissance de leur République par l'Afrique du Sud (voir plus loin). Au Maroc la façade de l'unanimité commence à se fissurer. Pas encore de contestation de la voie officielle, mais une ouverture dans des journaux indépendants, qui parlent de plus en plus du conflit ou donnent même la parole au

leader sahraoui Mohamed Abdelaziz. Des critiques non voilées de la politique officielle se font entendre. Les plus virulentes proviennent de l'ancien vizir de Hassan II et responsable du dossier Sahara jusqu'en 1999, Driss Basri, qui va jusqu'à affirmer publiquement qu'il n'y a pas de solution sans référendum.

D'autre part, le gouvernement espagnol, qui n'a toujours pas dévoilé son jeu, souffle le chaud et le froid, soumis à une forte pression populaire en faveur de la cause sahraouie. La rencontre de Mohamed Abdelaziz avec le chef du gouvernement espagnol à Madrid le 26 novembre, une grande première, aura peut-être apporté des clarifications.

C'est du moins l'espoir que le président sahraoui exprime dans un long entretien accordé dernièrement au journaliste marocain Ali Lmrabet, dont vous pouvez lire ci-dessous de larges extraits. Lmrabet* est le premier journaliste marocain à avoir fait le déplacement de Tindouf.

INTERVIEW DE Mohamed Abdelaziz, chef du Front Polisario

par Ali Lmrabet, El Mundo, 14.11.04

Mohamed Abdelaziz, le chef du Front Polisario et président de la République arabe sahraouie démocratique, exprime dans un entretien, réalisé le 14 novembre dernier avec le journaliste marocain Ali Lmrabet*, sa préoccupation pour ce qu'il considère un changement de cap de la part du gouvernement de Rodríguez Zapatero sur le contentieux du Sahara Occidental. Abdelaziz assure, dans le premier entretien qu'il accorde à un journaliste marocain, qu'il n'est pas disposé à accepter des modifications du plan Baker, approuvé par l'ONU, qui inclut un référendum d'autodétermination pour sa patrie. Le président de la RASD insiste sur le fait que cette revendication n'est pas négociable, mais il affirme également que si les Sahraouis expriment dans les urnes leur désir d'être marocains, le Front Polisario l'acceptera.

Nous vous donnons de larges extraits des réponses du Président sahraoui

A propos de la politique espagnole:

«Nous avons des contacts permanents avec le gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero et nous pensons que les responsables espagnols connaissent la situation difficile dans laquelle nous vivons. Nous aimerions, et nous le lui avons dit, que le gouvernement espagnol soit sincère et clair dans son intention de soutenir l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara Occidental, tel que cela est prévu dans le plan Baker».

Le gouvernement espagnol s'aligne-t-il sur les thèses marocaines ?

«C'est le sentiment que nous avons. Pourquoi le nierions-nous ? Depuis l'installation du nouveau gouvernement socialiste, nous assistons à des va-et-vient incompréhensibles de la diplomatie espagnole. Un jour, le ministère des affaires étrangères assure qu'il soutient le plan Baker, et le jour suivant, il dit le contraire. Une semaine il déclare que le plan Baker est la bonne voie et la suivante il indique la nécessité d'y ajouter des ajustements».

Le rôle de la France dans le conflit du Sahara

«Le gouvernement français a une responsabilité énorme dans les avatars que traverse aujourd'hui le Maghreb. Le gouvernement hexagonal appuie à toute force la position marocaine et il le fait en contradiction avec ce qu'il défend au niveau international. Si le conflit dure, c'est en partie, de la faute de la France et de son appui au régime marocain. Le jour où la France conseillera au Maroc – je ne dis pas le contraindra – de négocier une sortie du conflit, je vous assure qu'il y aura des avancées importantes.»

La reconnaissance de la RASD par l'Afrique du Sud

«C'est l'actuel gouvernement marocain ou plus exactement l'actuel roi du Maroc et le groupe qui l'entoure qui sont les vrais responsables de la reconnaissance du Polisario par l'Afrique du sud. Ce sont eux qui se sont écartés du chemin tracé par Hassan II depuis 1981 pour organiser un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. Le gouvernement marocain a envoyé en avril dernier une lettre au secrétaire général des Nations unies en revendiquant cette nouvelle configuration. Ce sont les Marocains qui ont rompu le consensus. (...)

Quand le président Thabo Mbeki a envoyé une lettre au roi du Maroc, le 1^{er} août 2004, l'informant de son désaccord avec la décision unilatérale marocaine de sortir de la voie du référendum et lui annonçant sa décision de reconnaître le Polisario, le gouvernement marocain a répondu en envoyant en urgence en Afrique du sud le ministre des affaires étrangères, Mohamed Benaïssa. Celui-ci a proposé à Mbeki d'organiser une rencontre entre le Maroc et le Front Polisario à Pretoria. (...)

Immédiatement après, le président Thabo Mbeki nous a invités, nous et l'ONU, et il a fixé une date: les 5 et 6 septembre à Pretoria. Notre délégation s'apprêtait à entreprendre le voyage quand le gouvernement sud-africain nous a informés que le Maroc avait décidé de ne pas s'y rendre. Quelques semaines plus tard, l'Afrique du sud reconnaissait officiellement le Polisario».

Y a-t-il une autre solution que le référendum ?

«Il n'y a pas d'autre solution et il ne peut y en avoir d'autre. (...)

Ce que nous demandons, c'est que les Sahraouis disent ce qu'ils veulent faire de leur destin. S'ils veulent être marocains, le Front Polisario sera prêt à l'accepter. (...)

Nous avons déjà répondu au roi. Nous n'accepterons aucune autre solution que le référendum».

Il reste la guerre

«C'est une possibilité. Mais il y en a d'autres».

Les jeunes désirent reprendre les armes

«Je les comprends. Ils attendent le référendum depuis 1991. Comment voulez-vous qu'ils réagissent quand ils ont le sentiment que le Maroc se paie leur tête, qu'il se moque de leur situation? Le comportement des responsables marocains est dangereux. Ce sont des irresponsables. Ils se comportent comme des gamins. Je suis sûr que si Hassan II n'était pas mort en 1999, le conflit aurait été réglé. Le roi défunt et son ministre de l'intérieur, Driss Basri, savaient ce qu'ils faisaient. (...)

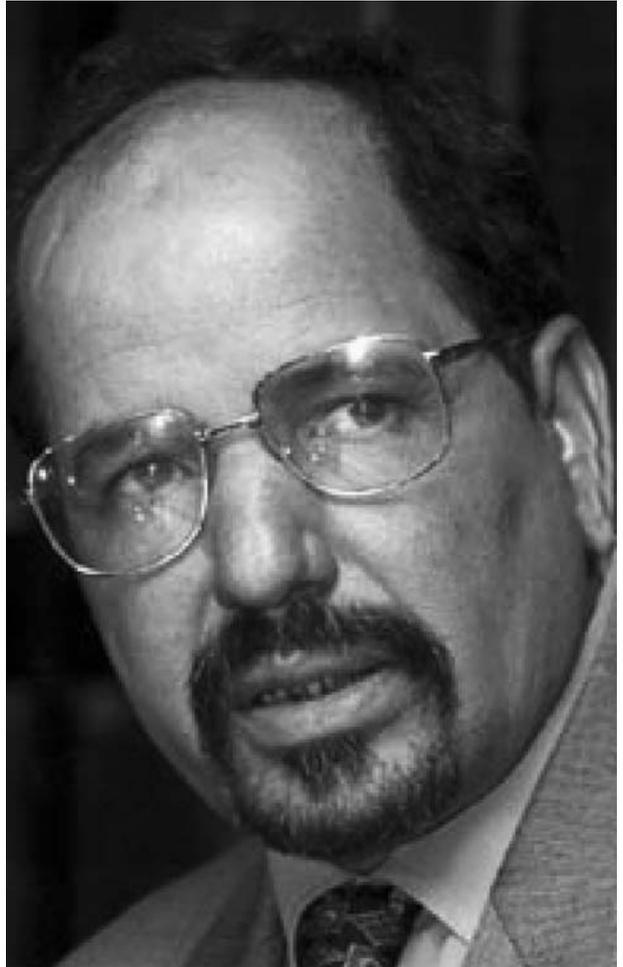
A l'époque de Hassan II et de Driss Basri, il y avait un consensus général pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Et ce consensus n'existe plus aujourd'hui par la faute de Mohamed VI. C'est la raison pour laquelle beaucoup de Sahraouis veulent reprendre les armes».

En ce qui concerne les prisonniers de guerre

«Écoutez, sur plus de 2000 militaires que nous détenions auparavant, il en reste à peine 400. Nous avons libéré beaucoup de prisonniers sans que le gouvernement marocain n'ait fait de même avec les prisonniers sahraouis.

A l'époque où Giulio Andreotti était président du conseil en Italie, le gouvernement de ce pays nous a demandé un geste. En réponse, nous avons libéré 200 prisonniers. Et savez-vous ce qui s'est passé?

Le Maroc n'a pas voulu les récupérer. Ces hommes, qui étaient théoriquement libres, ne purent retourner chez eux au Maroc parce que les autorités de leur pays ne le voulaient pas. Ils demeurèrent ici plusieurs années, attendant qu'elles les autorisent à rentrer. Par ailleurs, où sont les 150 militaires sahraouis aux mains des Marocains? Les soldats marocains sont reconnus en tant que tels, ils reçoivent la visite du CICR (Comité international de la Croix-Rouge), alors que l'on ne sait rien des nôtres. Pourquoi les Marocains ne font-ils pas la même chose avec les nôtres? Où sont ces hommes? Qui au Maroc soulève le cas des 500 et quelques disparus sahraouis?»



*Ali Lmrabet, journaliste marocain, directeur des journaux marocains «Demain Magazine» et «Doumane», interdits, condamné à 3 ans de prison en mai 2003 pour «outrage à la personne du roi», «atteinte à l'intégrité territoriale» et «atteinte au régime monarchique» Gracié en janvier 2004, il travaille actuellement pour des journaux espagnols.

NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS A L'ONU

Le Maroc se déchaîne

Dans son rapport d'avril 2004, le Secrétaire général de l'ONU demandait au Conseil de sécurité la prolongation du mandat de la MINURSO, en attendant la réponse du Maroc au plan Baker.

La position du Front Polisario et du Maroc

Fin août, le «mémoire» du Front Polisario à tous les Etats membres de l'ONU est transmis à Kofi Annan. Le Front sahraoui y dénonce fermement le Maroc qui «a manqué aux engagements énoncés dans le plan de règlement» et réaffirme qu'il continuera de coopérer avec l'ONU «pour obtenir l'application soit du plan de paix Baker II, soit celui du plan de règlement, les deux propositions qui ont reçu l'aval du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.»

Le Maroc rend public, le 24 septembre, son «mémoire de clarification» au secrétaire général, dans lequel il nie au conflit sa dimension de décolonisation pour le ramener à un différend régional algéro-marocain. Il refuse le plan Baker et l'autodétermination du peuple sahraoui, renie les accords signés avec le Front Polisario et s'acharne à relever «la responsabilité de l'Algérie» dans la genèse et la persistance du conflit, pour démontrer «l'implication directe» de son voisin et sa «tutelle» sur le Polisario.

Escalade verbale

La campagne de presse anti-algérienne, qui avait débuté à la suite de la reconnaissance de la RASD par l'Afrique du Sud, s'amplifie fin septembre. La MAP résume le 28 septembre: «la presse nationale épingle les visées hégémoniques d'Alger». La presse parle de «double jeu de l'Algérie», de «l'impasse algérienne», du «rôle dangereux de l'Algérie», des «positions hostiles d'Alger» de «l'Algérie comme le

véritable obstacle au règlement», etc. La presse algérienne n'est pas en reste et contre-attaque. Et ça n'arrête plus. Plusieurs quotidiens marocains montent par la suite en épingle les achats d'armes de l'Algérie. Le 1^{er} octobre Maroc-Hebdo titre «Alger prépare la guerre». Trois jours plus tard, l'état-major général marocain dément la rumeur parue dans un journal algérien, selon laquelle un détachement de l'armée marocaine aurait été intercepté près de Tindouf.

Le 5 octobre, le secrétaire général du Front Polisario, dans une lettre à Kofi Annan, répond au mémorandum marocain et dénonce «la tentative honteuse du Maroc de détourner l'attention de la communauté internationale de la vérité, en cherchant un «bouc émissaire» à sa politique inacceptable d'obstruction aux efforts des Nations unies».

Dans un communiqué tendancieux daté du 7 octobre, l'AFP évoque une guerre possible entre l'Algérie et le Maroc, faisant allusion à des «mouvements inhabituels» de troupes algériennes à la frontière du Maroc, selon le quotidien marocain Al Alam sur la base de «témoignages d'habitants». La presse marocaine emboîte le pas à l'agence française et accuse l'Algérie de préparer la guerre, contraignant le ministre algérien des Affaires étrangères à réfuter «toute idée de guerre». Le gouvernement dément officiellement le 14 octobre un renforcement de troupes à la frontière. Et ce n'est pas terminé...



L'AFRIQUE DU SUD RECONNAIT LA RASD.

PAROLE TENUE... DIX ANS APRES LA PROMESSE DE MANDELA

La décision de l'Afrique du Sud de reconnaître diplomatiquement la République Arabe Sahraouie Démocratique, si elle a été une bonne surprise, n'est que l'aboutissement logique d'un long processus.

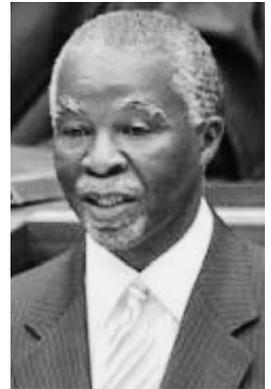
Le Congrès National Africain ANC et le Front Polisario ont toujours cultivé des relations fraternelles et solidaires dans leur lutte pour l'émancipation de leur peuple. Ils ont parfois partagé leurs bureaux en exil et dénoncé ensemble les livraisons d'armes au Maroc par le régime de l'apartheid. Armes qui se sont retrouvées parmi le butin exposé au musée de la guerre dans les campements de réfugiés sahraouis. En 1994, après son élection, Nelson Mandela promettait de reconnaître la RASD.

Sous prétexte que le référendum d'autodétermination était imminent et qu'il valait mieux attendre la concrétisation de l'indépendance du Sahara, François Mitterrand et Bill Clinton, soutenus par le secrétaire général de l'ONU d'alors Boutros Boutros Gali sont intervenus auprès du gouvernement de Prétoria pour geler cette décision. Il ne fallait pas préjuger d'un référendum qui devait avoir lieu incessamment.

Mandela s'est plié. Mais malgré son attitude pragmatique et intéressée, Prétoria n'a jamais endossé les thèses annexionnistes marocaines. Les nouveaux dirigeants de l'Afrique du Sud ont maintenu des relations chaleureuses avec leurs anciens compagnons de lutte. A plusieurs reprises ils ont tenté des médiations, dans le but d'amener les deux parties à la table de négociations sous les auspices de l'ONU. Avec les résultats que l'on sait. En 1996 le ministre des affaires étrangères Alfred Nzo avait provoqué l'ire du Maroc en se rendant dans les campements de réfugiés. En 2000, alors que le référendum, qui semblait à portée de main, était une fois de plus mis en question par le Maroc, le ministre sahraoui des affaires étrangères Salem Ould Salek avait longuement rencontré le président sud-africain Thabo M'Beki. Prétoria avait averti le Maroc que sa patience était mise à rude épreuve. Mais très vite l'Afrique du Sud avait

bénéficié d'une aide appréciable des Etats du Golfe, vailants supporters du royaume marocain. Le dossier fut rangé.

Il aura fallu encore 4 ans, et le refus absolu du Maroc de se plier à la légalité internationale, pour que l'Afrique du Sud, définitivement déçue



Le président M'beki

par tant d'obstination, franchisse le pas. Le 16 septembre le Ministre des affaires étrangères de la RASD inaugurerait l'ambassade sahraouie à Prétoria.

Le président M'Beki avait pris soin d'avertir le Maroc par une lettre datée du 1^{er} août, dont nous publions ici des extraits. L'argumentation détaillée montre bien que la décision n'a pas été prise à la légère.

Face à l'attitude intransigeante du Maroc, il n'y avait pas d'autre choix.

Le président de la RASD Mohamed Abdelaziz a par ailleurs révélé qu'une toute dernière tentative de médiation consistant à réunir début septembre les deux parties à Prétoria avait encore échoué en raison du désistement en dernière minute de la délégation marocaine.

EXTRAITS DE LA LETTRE DU PRESIDENT THABO MBEKI D'AFRIQUE DU SUD AU ROI MOHAMED VI DU MAROC

Votre Majesté,

J'ai l'honneur de vous transmettre les salutations de notre gouvernement et les miennes propres, ainsi que certains points de vues au sujet du conflit du Sahara Occidental.

Votre majesté est parfaitement au courant qu'il y a quelques années notre président d'alors, Nelson Mandela, avait annoncé la décision de notre gouvernement de reconnaître et d'établir des relations diplomatiques avec la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) en conformité avec les décisions antérieures de l'OUA que notre pays a rejoint en 1994.

Votre défunt père, sa majesté le Roi Hassan II, avait demandé au Président Mandela de ne pas exécuter cette décision. Le Secrétaire général des Nations Unies d'alors, Boutros Boutros Ghali, et d'autres leaders mondiaux avaient fait parvenir une demande semblable au président Mandela.

Le même point de vue nous avait été communiqué lorsque nous avons accédé à la présidence de notre pays. L'argument avancé était qu'il fallait donner une chance de réussite aux négociations en cours sous les auspices du Conseil de sécurité et du Secrétaire général de l'ONU. On nous a dit que notre reconnaissance de la RASD compromettrait sérieusement les négociations en cours.

Nous avons respecté et apprécié à leur juste valeur les points de vues exprimés par le roi et le gouvernement du Maroc, des chefs d'Etats avec lesquels nous entretenons des relations amicales et les Nations Unies.

Par conséquent, 10 ans après avoir réalisé notre libération nous n'avons toujours pas reconnu la RASD, en dépit de pressions soutenues de la part du Front Polisario et de quelques Etats membres de l'OUA, maintenant de l'UA, nous demandant de respecter la décision de l'OUA et de l'UA de reconnaître la RASD. (...)



Nous avons donc été gravement troublés de lire le rapport du 23 avril 2004 du Secrétaire général de l'ONU M. Kofi Annan sur le Sahara Occidental, dans lequel il a dit :

«à mon avis tout comme de l'avis de mon Envoyé personnel, la réponse finale du Maroc au Plan de paix exigerait que les parties concernées acceptent de négocier un règlement de la question du Sahara occidental, fondé sur «l'autonomie dans le cadre de la souveraineté marocaine». Le problème de la souveraineté est de toute évidence le problème fondamental qui a divisé les parties pendant toutes ces années. Le Maroc n'accepte pas le Plan de règlement auquel il avait souscrit pendant de nombreuses années. Il convient de rappeler que si le Maroc avait accepté le projet d'accord-cadre, il rejette l'examen de toute proposition tendant à diviser le Territoire et il n'accepte pas non plus maintenant les éléments essentiels du Plan de paix.»

Après avoir rappelé tous les efforts prodigués par l'ONU pour trouver une solution juste et équitable au conflit du Sahara Occidental et souligné que l'Afrique du Sud les avait toujours soutenus, Mbeki poursuit:

Par conséquent, quand nous avons reporté la reconnaissance de la RASD c'était dans l'idée que tous deux, le Maroc et le Front Polisario, oeuvraient avec le Secrétaire général de l'ONU et le Conseil de sécurité pour se mettre d'accord sur les modalités d'un processus qui permettrait au peuple du Sahara Occidental d'exercer son droit à l'autodétermination, d'une manière conforme aux principes et aux buts de la Charte des Nations Unies et des documents pertinents de l'OUA et de l'UA.

Cependant, le 9 avril, la réponse du gouvernement du Maroc au plan de paix de l'ONU cherche sans équivoque à priver le peuple du Sahara Occidental de son droit à l'autodétermination, en contradiction aussi bien avec le droit international fondamental et inviolable qu'aux engagements solennels antérieurs du gouvernement du Maroc.

En ce qui concerne cette dernière considération, je suis convaincu que le Secrétaire général de l'ONU et son Envoyé personnel concluent avec justesse que le Maroc n'accepte pas le plan de règlement auquel il avait adhéré il y a de nombreuses années, et que maintenant il n'accepte également pas des éléments essentiels du plan de paix.

La réponse du 9 avril de votre gouvernement soutient que les paramètres d'une « autodétermination » telle qu'elle pourrait être exercée par le peuple du Sahara Occidental devraient être fixés par le gouvernement du Maroc. Votre gouvernement définit alors ces paramètres comme une solution d'autonomie qui excluerait que l'option d'indépendance soit soumise à la population du Sahara Occidental. Vous devez convenir, Majesté, que cela constitue une tentative non déguisée de nier le droit à l'autodétermination lui-même que l'ONU de par sa Charte est tenue de défendre et de faire progresser, et dont elle cherche depuis presque deux décennies à faire bénéficier le peuple sahraoui.



Mbeki remercie le Maroc d'avoir soutenu la lutte du peuple sud-africain pour son autodétermination et rappelle que Rabat soutient également la lutte des Palestiniens pour leur indépendance. Il poursuit:

Nous étions profondément convaincus que même en ce qui concerne le problème du Sahara Occidental, indépendamment de l'histoire de la colonisation de cette partie de l'Afrique, le Maroc resterait fidèle à sa tradition de respect du principe d'autodétermination pour tous les peuples.

Nous avons cru comprendre que le Maroc poursuivait comme objectif central dans les négociations menées par l'ONU d'assurer au peuple du Sahara Occidental son droit à l'autodétermination, sans entrave, tout en se réjouissant de la conviction qu'il déciderait librement de devenir une région du Maroc.

Très regrettablement, la réponse du 9 avril du gouvernement du Maroc à l'Envoyé personnel du SG de l'ONU nous a convaincu que nous nous sommes trompés. Il semble maintenant clair que le Maroc n'a absolument pas l'intention de respecter le droit du peuple du Sahara Occidental à choisir son destin.

Au lieu de cela, il a décidé unilatéralement, sans référence au peuple du Sahara Occidental ni respect pour les avis de l'ONU et de l'UA, que tout le monde est obligé d'accepter une solution « consistant en une autonomie dans le cadre de la souveraineté du Maroc. »

Pour expliciter ce point, votre gouvernement est allé plus loin en indiquant que « le caractère définitif de la solution d'autonomie n'est pas négociable ». Il n'est donc pas question pour le Maroc d'engager des négociations avec quiconque sur sa souveraineté et son intégrité territoriale.

Mais, à l'instar de la question de la Palestine, le problème du Sahara Occidental soulève inéluctablement la question du territoire et de la souveraineté sur ce territoire. Insister pour que ces aspects ne soient pas partie intégrante d'une solution quelle qu'elle soit, revient à prétendre qu'aucune solution équitable ne doit être recherchée.

Les récents développements nés des décisions de votre gouvernement ne nous permettent plus d'espérer que le report de notre reconnaissance de la RASD est un élément en faveur de ce que le Conseil de sécurité appelle une solution politique, juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara Occidental.

L'impasse évitable provoquée par les positions avancées par le gouvernement du Maroc a créé une situation telle que le fait de retarder encore notre reconnaissance de la RASD se traduirait inévitablement par un abandon de notre soutien au droit du peuple du Sahara Occidental à l'autodétermination.

Pour nous, ne pas reconnaître la RASD dans cette situation c'est devenir complice de la négation du droit à l'autodétermination du peuple du Sahara Occidental. Cela constituerait une trahison grave et inacceptable de notre propre lutte, de la solidarité que le Maroc nous a apportée, et de notre engagement à respecter la Charte des Nations Unies et l'acte constitutif de l'Union Africaine.

Cela suggérerait également que ce que je viens de dire ne sont que des mots, sans obligation pour nous de respecter de solennels accords internationaux. (...)



À la lumière des développements auxquels je me suis référé, nous avons commencé des discussions avec le Front Polisario pour convenir des modalités de l'ouverture de l'ambassade de la République Arabe Sahraouie Démocratique dans notre pays.

En toute équité je dois également informer Votre Majesté qu'en plus, nous continuerons à soutenir l'ONU et les efforts de l'UA visant à permettre au peuple du Sahara Occidental d'exercer son droit à l'autodétermination, en utilisant tous les moyens possibles et légitimes à notre disposition.

En attendant, nous accorderons au Front Polisario tous les droits et privilèges qui sont dus à tous les Etats membres de l'UA afin de remplir nos obligations envers l'UA et les peuples d'Afrique et de fournir un domicile au Parlement Panafricain. (...)

Veuillez agréer, Majesté, l'assurance de notre plus haute considération.
Thabo Mbeki

[traduction de l'anglais: arso.org]

POURSUITE DU PROJET SOLAIRE DE L'ADER

Après avoir eu quelques soucis pour savoir si nous aurions assez d'argent, pour la partie 2004 de notre projet solaire, nous avons reçu in extremis un don d'une commune du Nord vaudois, et fin octobre 2004, nous étions soulagés d'arriver dans les camps avec tout le matériel nécessaire acheté en Suisse, des capteurs solaires et des frigos.

Moulaye, le Sahraoui de l'ADER, nous attendait. Depuis une semaine il était déjà sur place, il avait eu le temps de se procurer une bonne partie du matériel que nous avions projeté d'acheter là-bas, à Tindouf ou dans les quelques boutiques/quincailleries qui sont dans les camps.

Notre but était cette fois de construire des installations solaires photovoltaïques sur deux dispensaires de la wilaya de Smara: dans les dairas (communes) de Mehriz et Tifariti. Ceci pour l'éclairage du dispensaire et l'alimentation électrique d'un petit frigo utilisé pour le stockage des médicaments.



Le but était aussi de renforcer nos contacts avec le groupe de l'atelier solaire de Rabouni, (GASR) une équipe d'une quinzaine de techniciens sahraouis avec qui nous travaillons depuis quelques années, ainsi qu'avec le ministère des transports dont l'atelier dépend pour préparer les années à venir. Nous allons en effet bénéficier d'un budget plus important (il nous reste encore à trouver des fonds propres!!) et le GASR sera beaucoup plus mis à contribution et de manière plus suivie. La première installation, celle de Mehriz, fut un peu laborieuse, nous avons passé beaucoup de temps à trouver de l'outillage et du petit matériel, mais tout s'est finalement bien passé.

Emportés par notre élan, la deuxième installation, sur le dispensaire de Tifariti s'est faite presque comme un souffle.

Après les travaux, nous avons remis ces installations aux conseils des deux dairas, lors de petites cérémonies.

Nous avons trouvé très profitable ces rencontres, puisque chaque fois il s'en est suivi un débat nourri sur la maintenance des batteries ou sur des problèmes liés à l'utilisation de l'énergie solaire. Et nous avons pu leur transmettre des messages de solidarité de la part de notre comité.

Nous avons par la suite visité quelques unes des installations solaires (remorques solaires et installation photovoltaïque sur l'hôpital de Smara) que nous avons réalisées les années précédentes, pour détecter des problèmes s'il y en avait et leur trouver des solutions, avec des membres de l'atelier solaire.

Pendant les 15 jours que nous avons passé sur place, nous avons habité dans une famille, et nous y avons été reçus comme des amis et nous tenons à leur exprimer notre amitié et notre reconnaissance.

Gilles Boss

VACANCES 2004

Séjour d'enfants sahraouis à Genève, en Suisse.

L'été dernier quinze enfants sahraouis ont passé quatre semaines de vacances en Suisse. Voici le compte-rendu de ce séjour, rédigé par M'Hamed son organisateur.

Le mouvement européen de solidarité avec le peuple sahraoui et les multiples Comités de soutien, dont celui en Suisse, *Le Comité Suisse de Soutien au peuple Sahraoui*, qui figure parmi l'un des plus anciens, essaient depuis de longues années de remédier à cette situation difficile pour les enfants en organisant chaque été la venue en Europe de dizaines voire de centaines d'enfants sahraouis qui sont accueillis dans des familles ou pris en charge par des Associations, des Communes ou des Municipalités.

Beaucoup d'efforts ont été consentis par les autorités sahraouies dans l'éducation et beaucoup de progrès ont été réalisés dans ce domaine depuis le début de l'exil mais cela ne suffit toujours pas et les jeunes qui se trouvent dans les campements de réfugiés demeurent tendus vers l'avenir, non pour échapper au présent certes très difficile, mais parce que cela représente pour eux un but, un projet, une finalité. Aussi est-il impérieux, pour eux et pour le développement de leurs connaissances, de savoir qu'il existe un autre monde qui n'est pas fait que de souffrances.

C'est donc grâce à l'aide de la République et Canton de Genève, de la Commune de Bernex, de la Loterie romande et du concours précieux du Comité Suisse de soutien au peuple sahraoui que quinze enfants sahraouis et leurs deux accompagnateurs ont pu venir à Genève, le 29 juillet dernier. Les cinq autres prévus n'ont pu malheureusement venir faute de place dans les vols en direction de Genève.

Les enfants sahraouis étaient à Varembe où ils avaient à leur disposition des chambres à coucher, un restaurant où ils prenaient quotidiennement leurs repas,

une salle de séjour, une piscine et un terrain de football.

Au cours de leur séjour un programme commun a été réalisé avec les jeunes de PAIDOS qui comprenait, notamment des compétitions sportives, un travail dans les ateliers et une journée au bord du lac. Un autre programme, riche lui aussi, a permis aux jeunes sahraouis et aux jeunes de Bernex-Confignon de passer une semaine dans la montagne où ils avaient organisé des compétitions sportives et fait d'énormes découvertes. Durant ce séjour, ils ont eu la également la possibilité de découvrir une partie de la Suisse et quelques organisations internationales qu'abrite la ville de Genève.



Placé sous le signe d'échanges et de rencontres interculturels, ce séjour aura permis aux enfants sahraouis de vivre quelques temps sous des cieux plus cléments et, surtout de tisser des liens très forts avec les jeunes suisses dont ils garderont à ne pas en douter de très bons et merveilleux souvenirs.



REABONNEZ-VOUS

Pour continuer à recevoir notre bulletin
et manifester votre solidarité
avec le peuple sahraoui,
profitez du bulletin de versement
ci-joint pour vous réabonner.

Nos 4 numéros annuels
et une participation à nos actions
revient à Fr. 20.- ou plus par année.

Merci de votre soutien.

CCP 12-6818-7



ADRESSES DE NOTRE COMITÉ

Suisse romande

Comité de soutien au peuple sahraoui – Case postale 177 – 1211 Genève 8 – Tél. 022 794 06 72

Dr Jean-Claude Vautier – 1350 Orbe – Tél. 024 441 30 45

Dr Marie-Claire et Emmanuel Martinoli – Case postale 2229 – 2800 Delémont 2 – Tél. 032 422 87 17

Françoise Buchet – 2063 Fenin (NE) – Tél. 032 853 50 80

Suisse alémanique

SCHWEIZERISCHES UNTERSTÜTZUNGSKOMITEE FÜR DIE SAHRAOUI – Postfach 8205 – 3001 Bern